



# Solidarité avec la mobilisation pour un plan d'urgence pour l'école publique en Seine-Saint-Denis !

Depuis le 26 février 2024, dans le département le plus jeune mais aussi le plus pauvre de France hexagonale, les personnels se mettent en grève par milliers pour demander un plan d'urgence 93, le retrait de la réforme du « choc des savoirs » et l'égalité réelle des droits pour tou-t'es les élèves. Alors que la grève a repris le lundi 22 avril, sur le mot d'ordre « Pas de moyens, pas de rentrée ! », Solidaires affirme sa solidarité avec la mobilisation des personnels pour un plan d'urgence pour l'école publique en Seine-Saint-Denis. Solidaires affirme plus généralement sa solidarité avec toutes les luttes en cours en France actuellement pour le service public d'éducation, qui ont été portées par cette mobilisation emblématique. C'est par la grève et la mobilisation que des services publics favorisant l'égalité réelle doivent être défendus et renforcés, dans l'éducation comme ailleurs.

En Seine-Saint-Denis, le service public d'éducation est gravement défaillant. À la rentrée 2023, il n'y avait pas « un prof devant chaque classe » dans le 93. Environ 40 % des écoles et établissements manquent d'au moins un personnel du pôle médico-social, Assistant-e social, Infirmier-e, médecin scolaire ou PsyEN alors que les conditions d'accueil pour les élèves et de travail pour les personnels sont de plus en plus dégradées et souvent indignes !

En outre, les politiques publiques en matière d'éducation ne résorbent pas les inégalités dans le 93, elles les aggravent ! Il faut rattraper le retard dû au sous-investissement chronique de l'État en matière d'éducation en Seine-Saint-Denis.

Face à ces défaillances graves du service public d'éducation, le travail d'enquête et de campagne mené par l'intersyndicale SUD éducation 93 – FSU 93 – CGT éducation 93 – CNT 93 depuis le mois d'octobre 2023 a permis de construire les revendications d'une mobilisation aussi puissante qu'inédite. 358 millions d'euros sont nécessaires en ce qui concerne les moyens horaires et humains, soit 5 000 enseignant-es, 2 200 AESH, 650 AED, 320 AP, 175 CPE. Un collectif budgétaire dédié au bâti est tout aussi indispensable, les collectivités territoriales ne pouvant pas assurer seules la transition énergétique et l'égalité socio-scolaire. Le gouvernement doit désormais prendre ses responsabilités, cesser de nier la réalité de la dégradation de l'école publique en Seine-Saint-Denis et accéder aux demandes légitimes des collègues en lutte.

Parce que la lutte pour l'égalité est notre priorité, pour Solidaires, cette mobilisation dans le département le plus pauvre de la France hexagonale est l'affaire de toutes et tous. Nous relayons la caisse de grève intersyndicale et appelons toutes et tous à l'abonder.

<https://www.papayoux-solidarite.com/fr/collecte/caisse-de-greve-ag-education-93-intersyndicale>